



Notre approche de l'économie sociale et solidaire

Les politiques de développement économique territorial opposent encore trop souvent les entreprises à but lucratif, qui constitueraient au fond la "vraie économie" et l'économie sociale et solidaire (ESS), réduite à un ensemble d'activités subventionnées dédiées à la réparation sociale. Certains détracteurs de l'ESS parlent d'activités sous perfusion, comme si les entreprises de capitaux et les banques n'avaient aucune aide publique !

Cette vision est profondément simpliste : elle tend à considérer les entreprises du secteur marchand lucratif comme seules créatrices de richesses, tandis que tout ce qui relève du "social" serait par nature un coût, financé par des prélèvements obligatoires de nature à freiner la dynamique de la "vraie économie".

Cette vision est erronée parce que l'économie ne fonctionne jamais hors sol. Elle est toujours encadrée dans la société. L'essentiel du "social", des dépenses "socialisées", consiste en effet à produire des biens collectifs tels que l'éducation, la santé, la formation, la sécurité des biens et des personnes, les infrastructures ou la préservation des écosystèmes. Autant de ressources sans lesquelles la "vraie économie" ne peut pas fonctionner !

Mais l'erreur majeure que porte cette vision tient à la conception restrictive de la richesse qu'elle véhicule. Pour l'économie dominante, la richesse, c'est ce qui fait croître le Produit Intérieur Brut (PIB), c'est ce qui engendre de la croissance.

Il est aujourd'hui nécessaire de développer d'autres voies pour le bien-être individuel et collectif. Nous avons besoin d'autres indicateurs de richesse que la seule croissance du PIB : sa croissance indéfinie n'est désormais ni possible pour des raisons économiques, ni souhaitable pour des raisons écologiques. Évaluer autrement les performances de notre système économique est une exigence d'autant plus grande que l'amélioration de notre bien-être est aujourd'hui de plus en plus déconnectée du PIB.

Ce dernier ne dit rien des inégalités et de leurs effets sur l'orientation prise par le système productif. De fait, est considéré comme une richesse tout bien et service qui trouve quelqu'un pour l'acheter. Or, la distribution très inégale des revenus aboutit au fait qu'une part significative de l'activité économique est dédiée à la production de biens et de services ostentatoires, alors même qu'une part tout aussi significative de la population n'accède pas aux biens et services nécessaires pour vivre dignement.

Tout aussi problématique est le fait que le PIB ne prend pas en compte les atteintes à l'environnement engendrées par l'activité économique. Résultat, le PIB peut croître pendant que l'activité économique détruit les écosystèmes et la biodiversité qui sont la base même de la vie.

Il est donc temps d'arrêter de se focaliser sur la seule croissance du PIB et de commencer au contraire à compter ce qui compte vraiment. L'enjeu, à partir d'un territoire, est d'évaluer si l'activité économique qui s'y déploie permet à chacun de se nourrir sainement, de se loger décemment, d'accéder à l'éducation et aux soins de santé, d'être mobile, d'accéder à la culture, au sport et aux loisirs... L'enjeu est également d'évaluer si cette production est réalisée de manière soutenable et en associant aux décisions qui les concernent les habitants du territoire.

Sur ces bases, l'économie sociale et solidaire apporte une partie de la réponse. Issue d'initiatives citoyennes, elle propose des biens et services définis par ses associés, adhérents, usagers qui répondent d'abord aux besoins essentiels. Ces biens et services ne perdent pas de valeur quand tout le monde en bénéficie et créent même parfois plus de valeur du fait des externalités positives qui en résultent : éducation, santé, services d'assurance...

Cette économie fait sens, ce qui lui permet d'ailleurs de mobiliser des millions de bénévoles, un apport, là encore, non comptabilisé dans le PIB, alors qu'il contribue de manière significative à notre bien-être.

L'ESS trouve son équilibre en mobilisant trois types de ressources :

- du non-marchand : subventions dans le cadre de missions d'intérêt général
- du marchand : ventes de produits et services (recettes issues de la commercialisation)
- du non-monétaire : apports des bénévoles (bénévolat valorisé)

Transformer notre modèle économique, afin qu'il réponde aux besoins humains de manière soutenable, en donnant la priorité aux personnes et à l'emploi, en donnant toute sa place aux territoires, en développant des formes de gouvernance associant les parties prenantes, en innovant socialement dans la façon de satisfaire les besoins sociaux, est un projet porté par la composante la plus dynamique de l'économie sociale et solidaire.

Elle apporte en effet de nouvelles réponses aux questions : À quoi doit servir l'économie ? Pourquoi et comment travaillons-nous ? Comment articuler qualité de vie sociale, respect des limites écologiques de la planète et progrès économique ?

Elle réfléchit à la meilleure façon d'articuler finalités et mode d'organisation de l'activité économique sur les territoires, sans sortir d'une économie ouverte, mais en replaçant l'humain au centre des besoins.

L'ESS joue un rôle majeur dans tous les services liés à l'économie résidentielle (éducation, soins de santé, culture, sport, loisirs, aide à domicile, petite enfance, gestion des déchets et recyclage, entretien de l'environnement et de la voirie, sécurité, artisanat du bâtiment) ou à l'économie présente (en y ajoutant les activités liées au tourisme) et avec eux dans l'ensemble des services et productions de proximité, activités agricoles et artisanales, production d'énergies renouvelables et décentralisées. Toutes ces activités pèsent aujourd'hui d'un poids déterminant dans l'emploi, surtout si on y ajoute encore les services aux entreprises et PME industrielles opérant sur des marchés de proximité.

L'ESS est donc au cœur des nouvelles politiques de développement local fondées sur de nouvelles formes de coopération entre acteurs (acteurs publics, organisations de l'ESS et sociétés de capitaux liés au territoire) qui peuvent redonner du sens à notre vie collective et réconcilier les populations avec l'économie. Pour développer de nouvelles activités doivent être encouragées de nouvelles formes de réponse aux besoins qui s'appuient sur la mobilisation des ressources locales (épargne, bénévolat, réciprocité).



**SOCIALE ET
SOLIDAIRE,
L'ÉCONOMIE
QUI A DU
SENS.**